



HAL
open science

Entre inventivité méthodologique et transformations structurelles de la recherche : retours sur des enquêtes en pandémie de covid-19

Pierrine Didier, Marie Le Clainche-Piel, Clément Tarantini

► To cite this version:

Pierrine Didier, Marie Le Clainche-Piel, Clément Tarantini. Entre inventivité méthodologique et transformations structurelles de la recherche : retours sur des enquêtes en pandémie de covid-19. *Anthropologie et Santé*, 2023, 27, 10.4000/anthropologiesante.13128 . halshs-04383096

HAL Id: halshs-04383096

<https://shs.hal.science/halshs-04383096>

Submitted on 9 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pierrine Didier, Marie Le Clainche - Piel et Clément Tarantini, « Entre inventivité méthodologique et transformations structurelles de la recherche : retours sur des enquêtes en pandémie de covid-19 », *Anthropologie & Santé* [En ligne], 27 | 2023, mis en ligne le 30 novembre 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/anthropologiesante/13128>

DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropologiesante.13128>

Anthropologie & Santé

La recherche en anthropologie à l'épreuve de la crise sanitaire

Introduction au dossier thématique

Entre inventivité méthodologique et transformations structurelles de la recherche : retours sur des enquêtes en pandémie de covid-19

Innovative methodologies and structural changes in research: experiences from fieldwork during the COVID-19 pandemic

Pierrine Didier, Marie Le Clainche-Piel et Clément Tarantini

Introduction

Au moment où nous écrivons cette introduction, le covid-19¹ est synonyme d'affection chronique et saisonnière, et la crise sanitaire à laquelle il est associé ne semble plus orienter les décisions politico-économiques. Au sein de la recherche, en sciences sociales mais aussi biomédicales, ce coronavirus et ses déclinaisons ne concentrent plus l'essentiel des ressources et des intérêts. Le Conseil scientifique, constitué à la hâte au printemps 2020 pour guider les gouvernant·e·s en contexte de crise, regroupant essentiellement des chercheur·se·s et des médecins, est officiellement dissout depuis plus d'un an. Au nom de la fin décrétée d'une époque exceptionnelle, d'autres initiatives sont également closes à l'image du système d'information et de dépistage instauré pour suivre précisément les contaminations². Ces

¹ Nous adoptons tout au long de ce dossier l'écriture « le covid-19 » : au masculin et sans majuscule en accord avec son statut de maladie et entendue comme un phénomène social. Cette orthographe est également argumentée par Egrot *et al.* (2022).

² Loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée au covid-19.

dispositifs laissent place à d'autres, moins spécifiques, comme le Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars) qui a la charge de surveiller diverses pathologies potentiellement épidémiques, sans toujours bénéficier de « données épidémiologiques robustes » pour s'y atteler³. Ces changements illustrent un glissement de paradigme à la tête de l'État : de la crise au vivre avec. L'intérêt des médias pour l'épidémie s'est également drastiquement limité à l'annonce de nouveaux variants et au relais des tribunes dans lesquelles scientifiques et militant·e·s alertent sur les effets toujours tangibles de ce virus sur les vies humaines et nos écosystèmes. Dans l'espace public, ce sont les annonces des dates de campagnes de vaccination, les pictogrammes des gestes barrières restés collés sur les bâtiments et les appels à poursuivre leur respect formulés par les personnes les plus vulnérables qui rappellent, de temps à autre, l'existence du virus.

Pourtant nous sommes loin d'avoir tiré toutes les leçons de la période qui s'est ouverte il y a trois ans. Nous nous concentrons dans ce numéro sur celles qui affectent plus particulièrement le monde de la recherche en sciences sociales : à quelles conditions l'anthropologie et la sociologie de la santé peuvent-elles adapter et préserver tant leurs méthodes que l'éthique de leur démarche en contexte de crise sanitaire ? Tandis que ces disciplines requièrent habituellement des temps longs d'enquête et d'analyse, quels types de savoirs peuvent légitimement être produits lorsque les scientifiques sont appelés à réagir rapidement, au sein de programmes de recherche d'envergure interdisciplinaire ?

Les articles qui composent ce numéro partent de ces interrogations. Leurs réflexions ont été nourries des échanges qui ont eu lieu lors du colloque de l'Association d'anthropologie médicale et de la santé (Amades), organisé en juin 2022, qui a réuni une centaine de chercheur·se·s autour de la thématique des « défis pour la recherche en anthropologie en situation de pandémie »⁴. Dans le tourbillon des récits et des résultats exposés lors de cette rencontre, nous avons été frappé·e·s par un paradoxe : d'un côté, la narration de l'expérience collective d'un frein brutal mis aux activités économiques et sociales les plus courantes ; de l'autre, la poursuite voire le déploiement d'enquêtes dans des conditions inenvisageables avant cette crise sanitaire. Ce dossier prolonge et approfondit ces échanges en interrogeant ce paradoxe à l'aune des pratiques d'enquête en anthropologie, en suivant quatorze chercheur·se·s qui développent au gré de cinq articles, écrits seuls ou en collectif, leurs terrains, leurs recherches de financements, leurs dilemmes éthiques, au détour de leurs révélations heuristiques et jusque dans leurs bricolages interdisciplinaires. Ce dossier offre alors à voir l'inventivité dont ont fait preuve les chercheur·se·s pour continuer à analyser leurs objets ou pour faire caisse de résonance analytique aux transformations entraînées par la crise sanitaire. Il témoigne par là même des conditions de reproduction ou de renouvellement des manières de faire de la recherche lorsque surgit une pandémie, que sont instaurées des mesures sanitaires et sociales contraignantes, et que les priorités des politiques de la recherche sont chamboulées.

Si pléthore d'articles publiés au cours des trois dernières années abordent ces questionnements au détour de leurs analyses, ils ne constituent que rarement le cœur du propos, celui-ci étant davantage réservé aux résultats produits par ces enquêtes (Bessin & Grossetti, 2021 ; Elia &

³ Voir par exemple l'avis du COVARIS 15.09.2023 relatif à la campagne de vaccination automnale anti-Covid-19 [en ligne] : https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/avis_du_covaris_du_15_septembre_2023_sur_la_vaccination_anti-covid-19_-_saisine_ira_partie_1_.pdf (page consultée le 14/11/2023).

⁴ Colloque multisites Amades. *Anthropologie & Covid-19. États, expériences et incertitudes en temps de pandémie*, Dakar (2-3 juin)-Lausanne (3 juin)-Montréal (8 juin)-Ouagadougou (13-14 juin)-Marseille (15-17 juin).

Greco, 2021 ; Bourdeau-Lepage *et al.*, 2022 ; Bidart *et al.*, 2023). Ce numéro s'inscrit toutefois dans une dynamique réflexive initiée par une série de collègues qui ont explicitement interrogé les modes de collecte de données par les enquêtes à distance en période pandémique (Clouet *et al.*, 2021 ; Abescat *et al.*, 2022 ; Bourrier & Kimber, 2022) ou d'autres méthodologies originales nées des contraintes sanitaires, telles que la tenue de journaux de terrain privilégiant l'écriture de soi et l'observation selon les contraintes géographiques et temporelles imposées par les diverses formes de confinement (Apchain *et al.*, 2021). Certains travaux ont mis en avant des réflexions sur les formes d'engagement des sciences sociales durant cette période (Gaille & Terral, 2021), avec parfois un accent mis sur les difficultés et les enjeux soulevés par les projets pluridisciplinaires (Akrich *et al.*, 2022).

Deux principales directions orientent l'exercice de réflexivité auquel se prêtent les chercheur·se·s dans ce dossier. La première est relative à la méthodologie et expose les tensions qui animent la production en sciences sociales entre contraintes et inventivité. La seconde concerne les structures de la pratique scientifique et interroge les effets de l'orientation stratégique des financements et des croisements disciplinaires en contexte de crise. Si elles tendent à polariser les articles, qui se focalisent sur l'un ou l'autre de ces enjeux, deux autres dimensions s'inscrivent également en filigrane. Le souci de l'éthique, d'abord, est omniprésent. Comment tenir compte des vulnérabilités de certains groupes enquêtés et composer avec les effets des pratiques d'enquêtes sur le terrain ? Par exemple, comment départager les bonnes pratiques entre interrompre son enquête pour limiter la circulation d'un virus et la poursuivre pour documenter les phénomènes à l'œuvre ? La dernière dimension relève de l'heuristique : ce dossier questionne les effets des conditions pratiques de production de la recherche en sciences sociales sur les analyses et résultats que nous produisons. À l'appui de ces quatre dimensions – méthodologique, structurelle, éthique, heuristique – ce dossier analyse les diverses manières dont la crise sanitaire a conditionné les enquêtes, de la construction de l'objet à l'analyse des résultats, en passant par la mise en place des protocoles.

De l'inventivité méthodologique sous contrainte et ses effets heuristiques

Cette pandémie a été marquée par la mise en œuvre de mesures sanitaires exceptionnelles entravant la liberté de circuler d'une grande partie des populations. Le principe du confinement a été adopté dans de nombreux pays. En France, au premier confinement particulièrement restrictif du printemps 2020 ont succédé des mesures évolutives de couvre-feu. L'accès au terrain des chercheur·se·s en sciences sociales s'en est trouvé profondément affecté, imposant de composer avec de telles contraintes pour interrompre une enquête en cours, la moduler ou en déployer de nouvelles. Dans ce contexte de fermeture des espaces, les services hospitaliers ont constitué des terrains ambivalents. La nécessité de protéger les personnes qui y sont admises ou qui y travaillent s'est confrontée à celle, tant éthique qu'heuristique, d'observer ce qui s'y passe. Laurence Tessier témoignait dès 2020 de cette tension à travers les négociations qu'elle a menées afin de poursuivre son enquête dans un service de réanimation d'un hôpital de la côte ouest des États-Unis, tandis que l'accès au service faisait l'objet d'une forte restriction. À l'issue de cette enquête, elle décrit les conditions de décès des patient·e·s de cette unité (Tessier, 2020). Qui d'autre que l'ethnographe pour décrire cette « mort en FaceTime » au temps du covid-19 ? N'y a-t-il pas là une exigence éthique ?

Les articles de ce dossier témoignent tous de ce souci de suivre le réel depuis les lunettes des sciences sociales, et de l'inventivité méthodologique née de cette exigence sous contrainte. Cette inventivité prend en compte, sans s'y résumer, les ajustements de posture opérés par les chercheur·se·s et les bricolages d'outils permettant de s'affranchir des limites imposées par les mesures sanitaires. La description de ces innovations et des processus réflexifs qui les guident jette la lumière sur les « arts de faire » (De Certeau, 1990) qui constituent la pratique anthropologique, comme autant d'occasions saisies dans l'instant façonnant la plasticité de l'enquête et travaillant les dispositifs à l'œuvre, qu'il s'agisse des standards méthodologiques de l'enquête empirique ou de règles sanitaires. Alors, parce qu'ils permettent aux enquêteur·rice·s d'appréhender à nouveaux frais leur objet d'enquête, ces déplacements de méthodes et de postures sont autant de déplacements heuristiques. Ces arrangements avec le terrain appellent en outre des réflexions éthiques qui jalonnent le processus d'enquête : les travaux empiriques en sciences sociales ne se fondent-ils pas sur une éthique de l'adaptation, impliquant notamment de se demander à quelles conditions les choix opérés garantissent l'expression de la critique et l'émancipation des acteurs (Clause-Verdreau *et al.*, 2022), que ces derniers soient chercheur·se·s ou enquêté·e·s ?

L'article de Delphine Burguet et Pierrine Didier analyse ainsi comment, du changement brusque des règles de la vie sociale – la distanciation et l'immobilité physique – peuvent émerger des innovations méthodologiques : en décidant d'enquêter « avec » la contrainte aussi bien que « sur » la contrainte et ses effets. Les autrices racontent la construction de leur méthodologie d'enquête à distance par « journaux de confinement » sur la période allant du confinement au déconfinement en France. Un dispositif numérique composé de « trames de questionnaires » documente sur le vif les adaptations quotidiennes, individuelles, familiales. Les chercheuses interrogent le profil des répondantes, très majoritairement des femmes, qui se sont emparées de cette méthodologie, et ce que cette mise en récit d'elles-mêmes en temps de crise a apporté au vécu de leur propre confinement. L'enquête, développée pour s'adapter au caractère singulier du confinement, révèle des mécanismes de *care* et de prise en charge de la santé domestique endossés par les femmes qui se traduisent par une responsabilité supplémentaire passant par l'écriture de soi et de ses proches. D'une situation subie est née la possibilité d'une exploration méthodologique axée, d'un côté, sur le dispositif « d'écriture de soi » par les participantes et, de l'autre, sur le recueil passif des données par les chercheuses.

C'est encore un autre cas de figure que rencontrent les chercheur·se·s en cours d'enquête et dont le terrain est empêché. Il s'agit de trouver des moyens d'adapter la recherche, de composer de façon originale avec les outils des sciences sociales. C'est ce que propose Alizé Cavé dans son article issu d'une ethnographie poursuivie en période de confinement. À partir d'une recherche menée dans une fédération du Secours populaire français, l'autrice questionne les changements majeurs de son positionnement sur le terrain induits par les réactions de ses enquêté·e·s aux mesures sanitaires. Sous l'effet de la raréfaction des bénévoles disponibles, majoritairement retraités et particulièrement vulnérables à la pandémie en cours, elle va endosser leur rôle dans la structure pour la distribution des colis alimentaires. Son nouveau statut, « légitimé car jugé nécessaire », va lui permettre une proximité avec les acteurs et actrices sur le terrain encore jamais atteinte. Elle interroge alors les effets de la transformation de sa pratique d'observation, plus seulement participante mais impliquée. Par son nouveau statut, de l'intérieur du dispositif, elle montre comment elle a mis en lumière avec une plus grande acuité les pratiques des bénévoles dans le tri effectué des bénéficiaires, les rapports de domination qui s'y jouent et les enjeux de pouvoir au sein de l'association qui sous-tendent l'attribution des colis alimentaires. Ces nouveaux aspects de compréhension du terrain et de

ses acteurs ne lui auraient pas forcément été accessibles dans la position plus éloignée qui était la sienne en amont de la situation pandémique.

L'article de Fanny Attas, Marie-Yvonne Curtis et Gnouma Laurent Koniono illustre encore d'une autre façon la manière dont des anthropologues peuvent se saisir d'une situation pour poursuivre leur enquête au sein même d'un phénomène en cours d'observation : c'est en devenant malades qu'ils ont eu la possibilité de traduire des « expériences d'hospitalisation en opportunités de recherche ». Cette enquête dans l'enquête a été menée dans le cadre d'une recherche-action d'appui à la riposte africaine au covid-19 (ARIACOV). Initialement menée à partir d'une méthodologie par observation et entretiens dans les centres de santé, en population générale et dans les centres de traitement épidémiques en Guinée, les autrices et l'auteur prolongent leur investigation de « l'intérieur » en tant que patients positifs au covid-19, hospitalisés dans ces centres. Ils explorent une nouvelle phase de leur travail, qualifiée d'hospitalisation-recherche, développant ainsi une ethnographie des soins de santé avec une « méthodologie axée sur le corps et le soi comme objet et outil d'investigation ethnographique ». Ils proposent de croiser les apports ethnographiques classiques et ceux de leurs auto-ethnographies qui dépassent le dispositif d'enquête prévu au départ. Ce nouveau positionnement leur permet d'accéder à l'observation d'enjeux insoupçonnés, de relations dans le soin du côté des patients, et de pousser leur réflexivité sur cette « expérience vécue comme ressource ethnographique à part entière ».

Urgence et interdisciplinarité : les transformations des conditions structurelles du travail scientifique

La seconde dimension majeure des conditions de réalisation des enquêtes en sciences sociales au déclenchement de la crise liée au covid-19 est structurelle. Elle relève de leur encadrement financier et institutionnel, puisque le contexte de crise a d'une part suscité des appels à projets dédiés, et d'autre part soutenu des rapprochements inédits entre acteurs, disciplines et institutions de recherche.

Dès février 2020, les chercheurs·se·s en sciences sociales ont été emporté·e·s dans l'élan des réponses aux appels à projets collectifs lancés par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Institut Pasteur, le Centre national pour la recherche scientifique (CNRS), l'Agence nationale pour la recherche (ANR) ou encore l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS). Dotés de noms évocateurs – Résilience, Flash, Recherche-Action-Covid-19 – ces appels à projets dits « accélérés » ont le plus souvent promu des démarches de recherche-action, appelant à concevoir dès l'enquête des outils utiles à la mobilisation collective contre la pandémie. Les sciences sociales ont ainsi été incluses dans la catégorie « Éthique, sciences humaines et sociales associées à la réponse »⁵ par l'ANR et le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), avec le financement de 49 projets (sur les 279 financés au total dans le cadre de ces appels), entre 2020 et 2023. La disponibilité et le relatif afflux de financements, ainsi que la rapidité des procédures en contexte de crise contrastent drastiquement avec les difficultés notoires vécues par les scientifiques pour trouver

⁵ « Covid-19. Bilan des actions et des projets financés. Mars 2020-février 2023 », Rapport de l'ANR, janvier 2023 [en ligne], <https://anr.fr/fileadmin/documents/2023/ANR-Cahier-Covid-2023.pdf> (page consultée le 14/11/2023).

des financements « hors crise ». Ces financements thématiques et à court terme ont impliqué pour les scientifiques d’orienter leurs objets d’étude et leurs problématiques en fonction des attentes et des cadres – thématiques, méthodologiques, conceptuels – préétablis dans ces appels, ainsi que de rythmer à la hâte toutes les étapes de la production scientifique – de la collecte des données jusqu’à la production des résultats et leur valorisation. La reconnaissance de l’expertise des sciences sociales accordée dans les moments de « crise » tend ainsi à entrer en friction avec le temps long nécessaire à la recherche. De plus, les orientations stratégiques peuvent être en décalage avec les réalités des terrains. Des chercheur·se·s qui travaillent sur le continent africain ont par exemple dénoncé les logiques d’attribution de fonds dédiés⁶, selon elles/eux, à expérimenter des stratégies thérapeutiques au sein de pays du Sud sous prétexte de pallier la fragilité de leurs systèmes de santé et de soutenir leurs capacités de réaction à la pandémie. La crise sanitaire a révélé tant la méconnaissance des ressources – compétences, politiques publiques, savoirs, etc. – des pays visés que les conceptions réductrices des États et des populations africaines, considérées davantage comme des « objets » et des « cibles » que comme des « acteurs de leur propre histoire » (Jaffré *et al.*, 2020).

Cette impulsion éthique et pratique accordée aux sciences humaines et sociales par les organismes financeurs pour débloquent des fonds est caractéristique des situations d’urgence dans lesquelles nos disciplines sont appelées à fournir des solutions ou à accompagner et légitimer leur mise en œuvre. Elle ne concerne pas seulement les crises sanitaires. On se souvient de l’appel à projets du CNRS sur la radicalisation religieuse lancé cinq jours seulement après les attentats du 13 novembre 2015 et qui sollicitait des propositions « ouvrant la voie à des solutions nouvelles – sociales, techniques, numériques » pour faire face aux conséquences de ces attaques⁷. L’objectif affiché de ces orientations budgétaires est la « mise en société »⁸ des résultats de la recherche, c’est-à-dire leur traduction dans des mesures concrètes, dans des contextes de crises majeures vécues et éprouvées collectivement. Pouvant être perçues comme « professions consultantes » (Uhalde, 2008), les sciences sociales sont appelées à rapidement produire des connaissances, dans des situations urgentes par leurs conséquences sociales, sanitaires ou économiques et de prévenir de situations futures similaires. Lorsqu’elles sont prises dans des démarches pluridisciplinaires, aux côtés des sciences biomédicales, biologiques ou épidémiologiques, elles sont conviées à éclairer les dimensions sociales des phénomènes à l’œuvre. Cependant, cette « ambition heuristique » ne doit pas masquer les « intentions pragmatiques, où sont souvent cantonnées les fonctions des sciences humaines et sociales, comme lorsque l’on attend d’elles qu’elles aident à augmenter l’acceptabilité des vaccins » (Tirard, 2022 : 83) ou des diverses mesures sanitaires. Impliquées dans des rapports de force pluridisciplinaires, Gabriel Girard (2022) remarque leur caractère « supplétif » aux recherches de sciences biomédicales venant y chercher explications et possibilités concrètes de changement. Comment, dans ces conditions, poursuivre les missions que se donnent les chercheur·se·s en anthropologie et en sociologie ? Comment conserver un

⁶ Comme fonds dédiés, voir par exemple : « Covid-19 : L’ANRS lance un appel à projets flash dédié aux recherches Sud », CNRS, 1^{er} avril 2020 [en ligne], www.insb.cnrs.fr/fr/covid-19-lanrs-lance-un-appel-projets-flash-dedie-aux-recherches-sud (page consultée en octobre 2023).

⁷ « Face aux attentats : un an de mobilisation au CNRS », CNRS, 10 novembre 2016 [en ligne], www.cnrs.fr/fr/face-aux-attentats-un-de-mobilisation-au-cnrs (page consultée en octobre 2023).

⁸ D’après Alain Fuchs, « Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s’en protègent », Rapport remis à M. Thierry MANDON, Secrétaire d’État chargé de l’Enseignement supérieur et de la Recherche, État des lieux, propositions, actions, mars 2016, https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/164000158.pdf (page consultée en octobre 2023).

cadre épistémique cohérent et des capacités critiques essentielles à nos démarches scientifiques ?

L'article de Nolwenn Bühler retrace précisément le travail relationnel et épistémique qu'elle a mené au sein d'une équipe suisse composée d'anthropologues, d'épidémiologistes et de médecins. Engagée dans une démarche qu'elle qualifie d'anthropologie « embarquée en santé publique », la chercheuse soutient la capacité des sciences sociales à contribuer à contrer les menaces qu'une pandémie fait peser sur la société. Elle défend notamment la force des sciences sociales à rendre compréhensibles et à faire se rencontrer les perspectives et les contraintes de différentes catégories d'acteurs : objectiver les conceptions du corps et de la maladie qui se côtoient et parfois s'opposent, analyser les facteurs structurels qui déterminent l'accès aux soins, et *in fine* accroître les ambitions de la santé publique pour les populations visées. Ce faisant, l'autrice déploie une analyse réflexive des divers choix opérés afin de favoriser la démarche interdisciplinaire, et de leurs effets concrets sur les limites et les conditions de la recherche anthropologique ainsi que sur sa capacité critique. Conceptuels, méthodologiques, techniques, ou portant sur les processus de publication des résultats, ces choix accompagnent l'ensemble du processus de recherche. Ils témoignent du souci de l'anthropologue de rendre cette interdisciplinarité effective, tout autant que des difficultés des sciences sociales à échapper à la subordination à l'agenda de la santé publique et aux efforts déployés pour légitimer leur scientificité. Ce travail interroge aussi les effets de l'articulation entre recherche et action en contexte d'urgence : comment préserver les conditions de la rigueur scientifique en anthropologie lorsque la construction des relations d'enquête, les temps d'observation, de confrontation avec la littérature et de production de résultats sont si condensés ?

Le cas que rapportent les sept co-auteur·rice·s – Gabrièle Laborde-Balen, Madjiguène Gueye, Catherine Fall, Ngoné Have Ndeye, Adama Gueye, Khoudia Sow, Bernard Taverne – dans « L'engagement des associations de personnes vivant avec le VIH dans la réponse au covid au Sénégal : point de vue d'une recherche communautaire » offre encore une autre perspective sur les rapprochements provoqués par cette crise sanitaire. Cette recherche, qui répond à des objectifs scientifiques et des attentes opérationnelles dans l'intérêt des personnes concernées par le VIH/sida, s'est appuyée sur un partage inédit du travail de collecte des données, de production des résultats et de formulation de recommandations politiques. Les restrictions d'accès aux espaces de la recherche ont accru la démarche même de la recherche communautaire, qui implique la collaboration entre acteurs dans et hors du terrain. Les actrices associatives n'ont pas produit des auto-ethnographies ni même été des interlocutrices privilégiées, elles se sont formées à la pratique de l'enquête. Ensemble, ils et elles témoignent de leurs interrogations quant aux limites de cette stratégie : jusqu'où articuler les rôles d'acteur·rice de terrain, d'enquêteur·e et d'évaluateur·rice des pratiques de soin ? Comment tenir ensemble l'attention à la juste distance vis-à-vis des terrains qui encourent des risques sanitaires par la venue de chercheur·ses et les impératifs de la production de connaissance ? Ainsi, si les renouvellements structurels, financiers et institutionnels ne sont pas sans effets heuristiques sur les recherches produites, les articles ne se limitent pas à en fournir les constats. Ils prennent à bras le corps la question qui en résulte, à savoir : comment préserver les capacités critiques de l'anthropologie en contexte à la fois de crise et interdisciplinaire ?

Enfin, ce dossier est amputé d'un article qui interrogeait les conditions de production d'analyses indépendantes par les anthropologues pris dans des projets pluridisciplinaires co-portés par des institutions médicales et de sciences sociales. Il étudiait les effets possibles de la définition, dès la conception de tels projets, des entrées conceptuelles et des attentes de finalités. Il montrait que le partage de notions et de questions à partir desquelles ouvrir

l'enquête a l'avantage d'offrir un cadre de travail commun et de favoriser l'accès aux terrains d'observation. Mais cela peut aussi orienter l'analyse au point de réduire les enjeux susceptibles d'être soulevés. En restreignant la capacité des chercheur·se·s à suivre les déplacements de focale induits par l'enquête empirico-inductive, au cœur de la discipline anthropologique, les commanditaires freinent la montée en intelligibilité et l'accès à une réflexivité pourtant constructive. L'article, qui analysait ces difficultés et montrait comment la pratique ethnographique peut permettre de les résoudre, a finalement été retiré à la suite des pressions subies pour les raisons même qu'il soulevait.

À partir des cas singuliers sur lesquels s'appuie chacun des articles de ce numéro, il est ainsi possible de saisir tant les bricolages créatifs déployés sous contraintes pour mener des enquêtes que les changements de perspectives analytiques et les interrogations éthiques qui émergent au fur et à mesure de leur déploiement. Dans nos disciplines qui considèrent le doute et l'imprévu, où les tâtonnements et l'ajustement constant sont encouragés, ils contribuent à une nécessaire mise en série de stratégies pour « faire avec » les transformations des conditions de production de la recherche. Cet exercice collectif de réflexivité, à distance des moments de l'enquête, offre un regard réaliste et original sur les conditions et les effets des sciences sociales de la santé en contexte de crise.

BIBLIOGRAPHIE

ABESCAT C., BARNIER-KHAWAM P., CHAPLAIN A., COLOMBA-PETTENG L., DUBOSQ C., JACQUIN R., MILJKOVIC E., RUSSO S., SIHRA J.S. et VERGONJEANNE A., 2022. « Terrains “sans contact” : l'enquête qualitative en sciences sociales pendant la pandémie », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 42 : 75-93. <https://doi.org/10.4000/traces.13768>
DOI : [10.4000/traces.13768](https://doi.org/10.4000/traces.13768)

AKRICH M., ARMAND-RASTANO É., BAJOS N., BARBOT J., BECK F., BERTSCHY S., CAMBON L., DESCLAUX A., DOS SANTOS T., DURAND C., FOURNIER C., GARDEY D., GARDON S., GAUTIER A., GELLY M., GIRARD G., GODRIE B., HUNSMANN M., KERISIT Y.-G., LANG T., LAURENT B., LARRÈRE S., SLAMA B. et WOLF J., 2022. « Dossier. La pluridisciplinarité en santé : quel bilan ? Quelles perspectives ? », *Sciences sociales et santé*, 40, 4 : 69-106, www.cairn.info/revue-sciences-sociales-et-sante-2022-4-page-69.htm (page consultée le 14/11/2023).
DOI : [10.1684/sss.2022.0238](https://doi.org/10.1684/sss.2022.0238)

APCHAIN T., BOIROT A., MALBOS C. et WANNER P., 2021. « Enquêter en période pandémique ? », *Mondes du tourisme*, 20 [en ligne], <https://journals.openedition.org/tourisme/4165> (page consultée le 14/11/2023).
DOI : [10.4000/tourisme.4165](https://doi.org/10.4000/tourisme.4165)

BESSIN M. et GROSSETTI M. (dir.), 2021. « Temps confinés. Parcours de vie, relations sociales et temporalités quotidiennes face à la crise sanitaire et sociale », *Temporalités*, 34-35 [en ligne], <https://journals.openedition.org/temporalites/10010> (page consultée le 14/11/2023).

BIDART C., CASTRA M., CHAUVEL S., GIRARD V., GIRAUD C. et OLLIVIER C. (dir.), 2023. « Crise de la Covid-19 et confinement : regards sociologiques », *Sociologie*, 14 [en ligne], www.cairn.info/revue-sociologie-2023-2.htm (page consultée le 14/11/2023).

BOURDEAU-LEPAGE L., SCHMITT G. et TORRE A. (dir.), 2022. « Les territoires au temps de la pandémie : entre urgence sanitaire et impacts sociétaux », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 13, 2 [en ligne] <https://journals.openedition.org/developpementdurable/21630> (page consultée le 14/11/2023).

BOURRIER M. et KIMBER L. (dir.), 2022. « Enquêter à distance : un nouvel eldorado ? », *Socio-anthropologie*, 45 [en ligne], <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/10989> (page consultée le 14/11/2023).

DE CERTEAU M., 1990. *L'Invention du quotidien*. Paris, Gallimard.

CLAUSE-VERDREAU A.-C., DEMUTH-LABOUZE K., TARANTINI C. et WEIL-DUBUC P.-L., 2022. « Introduction », *Revue française d'éthique appliquée*, 13 : 23-29. <https://doi.org/10.3917/rfeap.013.0023>

DOI : [10.3917/rfeap.013.0023](https://doi.org/10.3917/rfeap.013.0023)

CLOUET H., OUDOT J. et NOÛS C., 2021. « Une dématérialisation contrainte : enquêter par temps de Covid-19 », *Sociologies pratiques*, 43 : 85-96. <https://doi.org/10.3917/sopr.043.0085>

DOI : [10.3917/sopr.043.0085](https://doi.org/10.3917/sopr.043.0085)

EGROT M., AKINDÈS F. et KRA F., 2022. « Les épidémies, la mort et les morts. Effets des réponses aux crises épidémiques sur les pratiques funéraires et les expériences des familles, des proches ou des soignants », *Frontières*, 33, 2 [en ligne], <https://assets.erudit.tech/fr/revues/fr/2022-v33-n2-fr07587/1095216ar/resume/> (page consultée le 14/11/2023).

ELIA A. et GRECO W. (dir.), 2021. « Les sciences sociales face à la pandémie, entre nouvelles et vieilles marginalités en Europe. Un regard croisé à travers les réalités italiennes », *Sciences et actions sociales*, 15 [en ligne], <https://journals.openedition.org/sas/379> (page consultée le 14/11/2023).

DOI : [10.3917/sas.015.0001](https://doi.org/10.3917/sas.015.0001)

GAILLE M. et TERRAL P. (dir.), 2021. *Pandémie : un fait social total*. Paris, CNRS éditions.

GIRARD G., 2022. « Des épidémies à l'aune des sciences sociales », *Sciences sociales et santé*, 40, 4 : 87-89.

JAFFRÉ Y., HANE F. et KANE H., 2020. « Une épreuve de dignité : regard anthropologique sur les réponses à la Covid-19 en Afrique de l'Ouest », *Alternatives humanitaires*, 14 : 96-113 [en ligne], www.alternatives-humanitaires.org/fr/2020/07/23/une-epreuve-de-dignite-regard-anthropologique-sur-les-reponses-a-la-covid-19-en-afrique-de-louest/ (page consultée le 14/11/2023).

TESSIER L., 2020. « Covid, la mort en FaceTime », *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, 234-235 : 33-50.

<https://doi.org/10.4000/lhomme.37072>

DOI : [10.4000/lhomme.37072](https://doi.org/10.4000/lhomme.37072)

TIRARD S., 2022. « Le conseil scientifique Covid-19 : une approche épistémologique », *Annales des Mines-Responsabilité et environnement*, 108 : 82-85.

<https://doi.org/10.3917/re1.108.0082>

DOI : [10.3917/re1.108.0082](https://doi.org/10.3917/re1.108.0082)

UHALDE M., 2008. « L'instrumentalisation de la sociologie en situation d'intervention : analyse critique d'une notion ordinaire », *Sociologies pratiques*, 16 : 95-113.

<https://doi.org/10.3917/sopr.016.0095>

DOI : [10.3917/sopr.016.0095](https://doi.org/10.3917/sopr.016.0095)